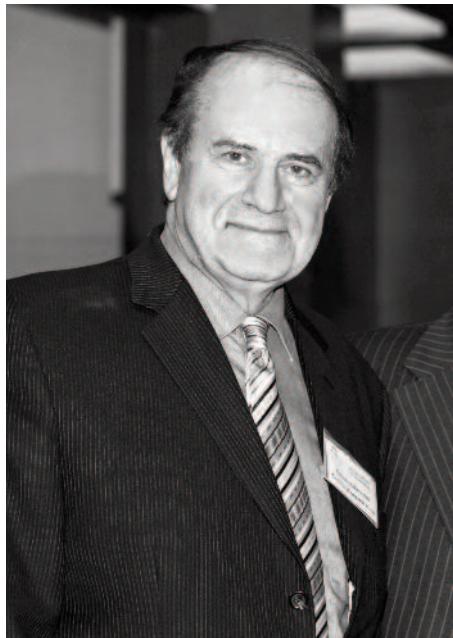


Austerity Now! Bold Strategy or Huge Blunder ?



L'AUSTÉRITÉ! STRATÉGIE AUDACIEUSE OU ÉNORME GAFFE ?

DR. KIMON VALASKAKIS

*President New School of Athens Global Governance Group
Former Canadian Ambassador to the OECD
Professor of Economics (EME) University of Montreal
Président de la Nouvelle École d'Athènes Global Governance Group
Ancien Ambassadeur du Canada auprès de l'OCDE
Professeur d'Économie (EME) Université de Montréal*

Ce document est basé sur un livre à paraître de l'auteur intitulé, « MAUVAIS DIAGNOSTIC... STRATÉGIES PERDANTES », une analyse non conventionnelle de l'économie mondiale, à paraître en 2012. Le livre fait partie d'une série en trois tomes qui s'appellera la TRILOGIE DE CORFOU, avec le premier volume se concentrant sur « Où nous sommes ? », le volume deux « Où nous voudrions être ? », et le troisième « Comment pouvons-nous nous rendre d'ici à là ? ». Les trois livres se présentent sous la forme de dialogues platoniciens avec des personnages, qui représentent les différents points de vue idéologiques. Le dialogue a lieu dans la ville de Corfou, en Grèce, où quelques deux douzaines de dirigeants éminents provenant du milieu universitaire, du gouvernement, des entreprises et de la société civile se donnent trois semaines pour remodeler le monde!

Contexte

L'Austérité, la Politique Publique "du Jour"

En Octobre 2011, j'ai rédigé un article pour le Groupe de recherche du G20, qui s'est réuni à Paris au Ministère français des affaires étrangères. L'article intitulé « The Perils of Austerity », était une mise en garde contre les dangers de se fier exclusivement à des stratégies d'austérité (ex : réduction des programmes sociaux, licencier des travailleurs, les baisses de salaires) pour résoudre l'endettement public en Europe et aux États-Unis.

Sachant que l'attention internationale s'est tournée et se tourne encore sur la Grèce qui, durant les deux dernières années, a reçu une version « king-size » de ce remède, que peut-on dire, au printemps 2012, concernant l'efficacité de cette stratégie ?

Since the international focus was and still is on Greece, which, for the last two years, has received a king-size version of this medicine, what can be said, in the spring of 2012, about the effectiveness of this strategy ?

In March 2012, the second Greek bailout was concluded and the private bond holders agreed to a restructuring of the Greek Debt. This was considered a good outcome. However, the bailout came with a heavy string attached: more painful austerity - not for the next six weeks or the next six months, but for the next eight years until 2020. For the hapless Greeks there was no light at the end of the tunnel, but, yet another and even darker tunnel following the first one. Greek politicians were telling their constituents, don't complain about present austerity measures now. Wait until later this year for the real ones.

In such circumstances who's to say that the Greek voters will not reject these measures in the next general election scheduled for May 2012, or in the next year or two as the full impact of this punishing medicine is felt?

Is Greece an isolated case? If so, the damage could be easily contained and Greece could just be asked to leave the Euro Zone, even though no legal expulsion mechanism currently exists. But, let us note that Spain, Italy, Portugal, the UK and France are all adopting versions of this austerity approach and, depending on the results of its elections in November, the US could as well. Even if Obama wins (and he has proved himself quite a Keynesian in favor of stimulus packages rather than austerity), a hostile or dysfunctional Congress, dominated by the conservative Republicans would also impose austerity.

A chorus of politicians of many stripes has been singing the praise of austerity from the same song book. The popular verses :

- Fiscal consolidation is a priority
- We must rein in profligate governments
- We have been living above our means and this has to stop
- No pain, no gain

In contrast, two Nobel Economics Laureates, Paul Krugman and Joseph Stiglitz, have taken strong positions against austerity, arguing that it is the wrong strategy applied at the wrong time. Stiglitz even went so far as to suggest that the austerity strategy was a sort of suicide pact between governments.

Which is it then? Is Austerity a bold and necessary strategy or a huge blunder, a prelude to 'Apocalypse' if not now, then quite soon ?

To analyze this issue we adopt the Socratic Approach: take nothing for granted and challenge all assertions. Above all, we must begin by asking the right questions. In our view there are three fundamental questions to be posed.

(1) Is austerity fair? Are the perpetrators who have created the indebtedness being punished, or is the burden unfairly borne by people who have not really benefited from the loans?

(2) Is it working? Whether fair or unfair, is it working? If we take the cynical point of view that Life is unfair anyway and some people have to be sacrificed, are the sacrifices worthwhile or are they – like the Mayan executions of virgins at Chichen Itza, (supposedly to bring rain) – both cruel and useless?

En Mars 2012, le second plan de sauvetage grec a été conclu et les détenteurs d'obligations privées ont convenu d'une restructuration de la dette grecque. Cela a été considéré comme un bon résultat. Toutefois, le plan de sauvetage est venu avec un lourd fardeau: une austérité encore plus douloureuse - non pas pour les six prochaines semaines ou les prochains six mois - mais pour les huit prochaines années et ce jusqu'en 2020! Pour les Grecs infortunés, il n'y avait pas de lumière au bout du tunnel, mais plutôt un deuxième tunnel encore plus sombre suivant le premier. Les politiciens grecs disaient à leurs électeurs : «Ne vous plaignez pas des mesures d'austérité d'aujourd'hui. Attendez celles qui viendront plus tard cette année. »

Dans de telles circonstances, qui pourrait dire que les électeurs grecs ne rejettent pas ces mesures à la prochaine élection générale prévue en mai 2012, dans la prochaine année ou d'ici un an ou deux, tandis que le plein impact de ce médicament punitif se fera ressentir?

Est-ce que la Grèce est un cas isolé? Si cela s'avère vrai, les dommages pourraient être facilement contrôlés et la Grèce pourrait simplement être invitée à quitter la zone euro, même si aucun mécanisme d'expulsion légale n'existe actuellement. Mais, notons que l'Espagne, l'Italie, le Portugal, le Royaume-Uni et la France adoptent tous des versions de cette approche de l'austérité et, selon les résultats de ses élections en Novembre, les États-Unis le pourraient tout aussi bien. Même si Obama gagne (et il a prouvé qu'il était tout à fait un keynésien en faveur des plans de relance, plutôt que ceux d'austérité), le Congrès hostile ou dysfonctionnel, dominé par les Républicains Conservateurs imposerait également l'austérité.

Un ensemble d'hommes politiques d'appartenances diverses a entonné les mêmes discours élogieux sur l'austérité par des messages répétés:

- La consolidation budgétaire est une priorité,
- Nous devons freiner les gouvernements dépensiers,
- Nous avons vécu au-dessus de nos moyens et cela doit cesser,
- Sans douleur, aucun gain.

En revanche, deux lauréats du prix Nobel d'économie, Paul Krugman et Joseph Stiglitz, ont pris des positions fortes contre l'austérité, en faisant valoir que c'est la mauvaise stratégie appliquée au mauvais moment. Stiglitz est même allé jusqu'à suggérer que la stratégie d'austérité était une sorte de pacte de suicide entre les gouvernements.

Qu'en est-il alors? Est-ce que l'austérité est une stratégie audacieuse et nécessaire ou une gaffe énorme, un prélude à «l'Apocalypse» si ce n'est pas maintenant, alors pour bientôt?

Pour analyser cette question, nous allons adopter l'approche socratique: ne rien prendre pour acquis et remettre en question toutes les assertions. Par-dessus tout, nous devons commencer par poser les bonnes questions. À notre avis, il y a trois questions fondamentales à se poser.

(1) L'austérité est-elle juste ?

Les auteurs qui ont créé l'endettement seront-ils punis ? Ou est ce que le fardeau sera injustement supporté par les personnes qui n'ont pas vraiment bénéficié des prêts ?

(2) L'austérité est-elle efficace ?

Que ce soit juste ou injuste, est-ce que cela marche? Si nous partons

.../...

.../...

(3) Is it needed?

Are there less painful, more palatable, and perhaps more effective alternatives to get rid of Public Debt?

Greece as Patient One in a Global Economic Epidemic

The focus on Greece as a case study to begin to answer these questions, is based on the proposition that what is happening to this country is a harbinger of things to come for most of the Euro-Atlantic region.

At the beginning of the Crisis, the conventional wisdom, reinforced by sensationalist media exaggerations, was that Greece's troubles were entirely self imposed and therefore internal. Satire after satire has been aired claiming the Greeks want to "live forever as rentiers from the royalties of having invented civilization" (Saturday Night Live), that they are a particularly lazy lot, in contrast to the industrious Germans, that they are world champions in fraud and tax evasion, and are getting paid a 14month salary for a 12-month year, etc.

As a person who travels quite often to Greece in the context of the New School of Athens Project, I could add a few personal anecdotes regarding Greek red tape and inefficiencies. But I can do the same for many other countries such as Egypt, Italy, France or even Canada for that matter. Unlike the character in the movie My Big Fat Greek Wedding, who thought everything was invented in Greece, fraud, corruption and tax evasion are, sadly, part of the human condition and not the monopoly of any one country. Accordingly, most of the statements about Greece are caricatures with significant distortions of reality.

It is my conviction that the Greek Crisis is only partially Greek and therefore the solutions cannot be exclusively Greek.

Why should Greece not be considered an isolated case? Greece is too small to bother the world since it accounts for less than 3% of the European Union GDP. If it were just a one-off extreme basket case, it would be treated like, say, Somalia, with some sympathy, but nothing more. Instead the Greek Crisis has dominated headlines for over two years. What scares the other European nations is the fear of contagion, which means that the 'virus' can spread elsewhere and must be contained. This danger would not exist if Greece's problems were solely Greek and the other countries totally immune to it.

Following this train of thought, I will argue that Greece is Patient One in a global economic epidemic. We had a Patient One for Aids and a Patient One for Bird Flu, etc. An analysis of symptoms and causes of these first patients permitted a better understanding of the nature of the disease. Similarly, an investigation into the alleged 'global economic epidemic' would allow us to ultimately find a sustainable cure.

What then is the nature of this so-called Global Economic Epidemic? Its manifestations center around three 'symptoms':

du principe cynique que la vie est injuste de toute façon et que certaines personnes doivent être sacrifiées, est-ce que les sacrifices, en question, en valent la peine ou sont-ils - comme les exécutions mayas de vierges à Chichen-Itza, (en principe pour faire venir la pluie) - à la fois cruelles et inutiles ?

(3) L'austérité est elle nécessaire?

Existe-t-il des alternatives moins douloureuses, plus acceptables, et peut-être plus efficaces pour en finir avec la dette publique?

La Grèce : Le patient Numéro un d'une épidémie économique mondiale

Mettons l'accent sur la Grèce en tant qu'étude de cas pour commencer à répondre à ces questions. Notre postulat de base est que ce qui se passe dans ce pays est un signe avant-coureur des choses à venir pour la plupart des autres pays de l'Occident.

Au début de la crise, le consensus populaire, renforcée par les exagérations des médias sensationnalistes, suggérait que les troubles de la Grèce étaient entièrement auto imposés et donc internes. Satire après satire se succédaient, On disait que les «Grecs veulent vivre éternellement comme des rentiers pour avoir inventé la civilisation» (Saturday Night Live), qu'ils sont particulièrement paresseux, contrairement aux Allemands industriels, qu'ils sont les champions du monde de la fraude et de l'évasion fiscale, et sont payés un salaire de 14 mois pour une année de 12 mois, etc...

Étant une personne qui se déplace assez souvent en Grèce dans le cadre du projet de la Nouvelle École d'Athènes, je pourrais ajouter quelques anecdotes personnelles concernant la paperasse grecque et les inefficacités. Mais je peux faire la même chose pour beaucoup d'autres pays comme l'Égypte, l'Italie, la France ou même le Canada en ce qui concerne cette question. Contrairement au personnage du film «My Big Fat Greek Wedding», qui pensait que tout a été inventé en Grèce, la fraude, la corruption et l'évasion fiscale, malheureusement, font partie de la condition humaine et ne sont pas le monopole d'un seul pays. En conséquence, la plupart des déclarations sur la Grèce sont des caricatures avec d'importantes distorsions de la réalité.

C'est ma conviction que la crise grecque n'est que partiellement grecque et par conséquent, les solutions ne peuvent être exclusivement grecques.

Pourquoi ne devrait-on pas considérer la Grèce comme un cas isolé? D'abord parce que la Grèce est trop petite pour déranger le monde, car elle représente moins de 3% du PIB de l'Union européenne. S'il s'agissait seulement d'un cas désespéré extrême, il serait traité comme, par exemple, en Somalie, avec une certaine sympathie, mais rien de plus. Au contraire, la crise grecque a dominé les manchettes depuis plus de deux ans. Ce qui effraie les autres nations européennes, c'est la peur de la contagion, ce qui signifie que le «virus» peut se répandre ailleurs et doit être contenu. Ce danger n'existerait pas si les problèmes de la Grèce étaient propres aux Grecs et que les autres pays étaient totalement à l'abri.

- (a) A dangerous inequality in income distribution (1% vs. 99% etc.)
- (b) A sizeable public sector indebtedness,
- (c) A long-term unemployment which is not resolved by economic recovery. The last symptom will not be extensively discussed in this essay, but is fully covered in Book One of my Corfu Trilogy, the forthcoming book.

Public Sector indebtedness affects most of the Euro-Atlantic Region and parts of Latin America, Asia and Africa. As for the revolt against inequality, there are no less than 80 countries in the world today with variants of a protest movement against the «1%». In some countries, they are inspired by the Indignation Movement which started in Spain in the Spring of 2011, and in others with the «Occupy XXX» trend which started as an anti-Wall Street protest and spread to other targets.

If these are the symptoms, what are the causes? My contention is that the principal cause of the first two symptoms, dangerous inequality in income distribution and public sector indebtedness is a mutation of traditional capitalism from entrepreneurial win-win to parasitic win-lose.

The classical capitalism, as envisioned and lauded by Adam Smith was supposed to be win-win and symbiotic. Let's call this version S-Capitalism for symbiosis.

The newer version is decidedly win-lose and parasitic. Let's call it P-Capitalism. Essentially it is a winner-takes-all game where a minority wins big and everybody else loses.

One variant of the new parasitism goes under the name of 'vulture capitalism.' With the growth of financial derivatives and credit default swaps, there is considerably more money to be made from predatory loans than from building value added through entrepreneurship. For instance, financial derivatives allow for quick effortless money, since all that is involved is a few computer transactions and nothing more. There is no production, no inventory, no payment to workers, no marketing.

As an example, a hedge fund manager recently made 5 billion dollars in one year, without producing anything in particular. In contrast, a hard working middle manager earning \$100,000 a year, a good salary to be sure, would have to work fifty thousand years to match the earnings' of the hedge fund manager. If he starts in 2012 he will reach his goal in the Year 52,012!

Under these conditions, why would anyone bother with traditional business, production schedules, personnel administration etc. Or, for that matter, in this age of very low interest rates, why would a rational amoral speculator waste his time with the piddling returns of bonds and normal shares when a killing can be made by the default of the borrower and the takeover of his assets. Such default can either be hoped for or, in some cases, actually engineered.

This is the very nature of a predatory loan. All that it requires is three elements:

- (1) A lender willing to lend in full expectation of a probable default by the borrower

En suivant cette réflexion, je ferai valoir que la Grèce est le premier patient dans une épidémie économique mondiale. Nous avons eu un premier patient pour le sida et un premier patient pour la grippe aviaire, etc. Une analyse des symptômes et les causes de ces premiers patients nous offre une meilleure compréhension de la nature même de la maladie. De même, une enquête sur ce que nous appellons « épidémie économique mondiale » nous permettrait de finalement trouver un remède durable.

Quelle est alors la nature de cette épidémie économique mondiale? Ses manifestations tournent autour de trois des symptômes :

- (a) Une inégalité dangereuse dans la répartition des revenus (1% vs 99%, etc),*
- (b) Un endettement considérable du secteur public,*
- (c) Un chômage de longue durée qui n'est pas résolu par la reprise de l'économie. Le dernier symptôme ne sera pas discuté en détail dans cet essai, mais il est entièrement couvert dans le premier livre à paraître de ma «Trilogie de Corfou ».*

L'endettement du secteur public affecte la plupart de la région euro-atlantique et certaines parties de l'Amérique latine, de l'Asie et de l'Afrique. Quant à la révolte contre les inégalités, il n'y a pas moins de 80 pays dans le monde actuel manifestant des variantes d'un mouvement de protestation contre le «1%». Dans certains pays, ils se sont inspirés du Mouvement d'indignation qui a commencé en Espagne au printemps de 2011, et dans d'autres pays de la tendance «Occuper XXX» qui a commencé comme une manifestation anti-Wall Street et ensuite s'est propagée à d'autres cibles.

Si ce sont les symptômes, alors quelles en sont les causes? Ma thèse est que la cause principale des deux premiers symptômes, l'inégalité dans la dangereuse répartition des revenus et de l'endettement du secteur public est une mutation du capitalisme traditionnel de l'esprit d'entreprise gagnant-gagnant à une nouvelle version gagnant-perdant parasitaire.

Le capitalisme classique, tel que prévu et salué par Adam Smith, était censé être gagnant-gagnant et symbiotique. Appelons cette version le S-capitalisme de symbiose.

La nouvelle version est décidément gagnant-perdant et parasitaire. Appelons-la le P-capitalisme. Essentiellement, il s'agit du syndrome « le gagnant rafle la mise » où une minorité devient le grand gagnant et le reste du monde rest le perdant.

Une variante de ce nouveau parasitisme est appellé «capitalisme vautour». Avec la croissance des produits financiers dérivés et des swaps sur le défauts de crédit, il y a beaucoup plus d'argent à faire par des prêts «prédateurs» que de bâtir une valeur ajoutée grâce à l'entrepreneuriat. Par exemple, les dérives financières permettent de faire de l'argent rapidement sans effort, puisque tout ce qui est nécessaire, ce sont quelques transactions informatiques et rien de plus. Il n'y a pas de production, aucun inventaire, aucun paiement pour les travailleurs, pas de marketing.

A titre d'exemple, un gestionnaire de hedge funds a récemment «fait» 5 milliards de dollars en un an, sans rien produire en particulier. En revanche, un cadre intermédiaire qui travaille dur pour gagner 100.000 dollars par an, un bon salaire, serait contraint de travailler cinquante

.../...

.../...

- (2) A willing borrower (either too naive to realize what is going on, or corrupt, as in the case of public borrowing where the minister in charge in the receiving country, gets his cut and
- (3) Lax regulation or, even its complete absence, at the global level, allowing for all sorts of excesses.

At the private level, predatory loans were at the heart of the sub-prime mortgage crisis which provoked the 2008 Financial Crash. At the public level, many believe that, in the case of Greece, the complicity of Goldman Sachs and others in promoting and hiding Greek indebtedness was the root cause of the current Greek debacle.

But whatever the cause of this global epidemic, P-Capitalism and predatory lending, has now led to massive toxic indebtedness, where the borrowers can no longer repay the loans.

In the case of Greece, the blame game can be left to later. But, in my own view, without exonerating or excusing the serious lapses in Greek internal governance, I would tend to lay the blame more on the external causes. The internal mistakes, as important as they were and still are, should be seen as aggravating factors, increasing the vulnerability of the country, and not as causal.

What then are the solutions to deal with toxic debt? (1) Foreclosure in the case of subprime mortgage loans, (2) Corporate bankruptcies (like GM) in the Private Sector and (3) Restructuring of the loans in the case of the debt owed by sovereign countries who cannot be foreclosed. When the country is small and relatively vulnerable, harsh austerity is imposed, in exchange for the restructuring.

In the case of Greece, the Troika (IMF, Euro Zone and European Union) forced this country to adopt an unprecedented dose of austerity which the OECD has described as the most severe ever imposed upon a country in peace time. Some have likened this treatment to the tributes exacted by the Romans from their defeated enemies or the reparations payments which the victorious allies after World War I tried to force on Germany. In the latter case, the country went into hyper inflation and then massive unemployment, which paved the way for Hitler's accession to power on the promise of creating jobs – which he did through massive rearmament programs – not the sort of solution we should wish for. Let us now return to the three questions and address them, one by one.

Is austerity fair ?

The criterion of fairness in this case should be simple : those who have been profligate should pay the bill, in proportion to their profligacy.

Let us apply this criterion to Greece.

A first component of the Greek Public Debt Problem is to identify who benefited from the borrowing. The answer seems clear : a relatively small circle of wealthy entrepreneurs took the lion's share of the booty, including illegal kickbacks and outright corruption. Much less was obtained by the population at large, which did however benefit to some extent from increased

mille ans pour atteindre la rémunération du gestionnaire de fonds alternatifs. S'il commence en 2012, il atteindra son objectif en l'an 52012!

Dans ces conditions, pourquoi se donnerait-on de la peine avec les entreprises traditionnelles, les calendriers de production, l'administration du personnel, etc. Ou, d'ailleurs, en cette ère de taux d'intérêt très bas, pourquoi un spéculateur rationnel amoral perdrait son temps avec les rendements négligeables des obligations et des parts normales quand un «meurtre» peut être commis en mettant à défaut l'emprunteur en reprenant ses actifs. Une telle défaillance peut être, soit seulement souhaitée, ou dans certains cas effectivement planifiée !

C'est la nature même d'un prêt prédateur. Il comporte trois éléments:

- (1) Un prêteur disposé à prêter dans l'attente d'un défaut probable de l'emprunteur,
- (2) Un emprunteur ou trop naïf pour comprendre ce qui se passe, ou corrompu, comme dans le cas de l'emprunt public, où le ministre en charge dans le pays d'accueil, reçoit sa commission,
- (3) une réglementation laxiste, (voire même totalement inexistante, au niveau mondial), ce qui permet toutes sortes d'excès.

Au niveau privé, les prêts prédateurs étaient au cœur de la crise des surprimes, ce qui a provoqué le krach financier de 2008. Au niveau du public, certains pensent que, dans le cas de la Grèce, la complicité de Goldman Sachs et d'autres, dans le silence puis dans la promotion de l'endettement grec est à l'origine de la débâcle grecque actuelle.

Mais quelle que soit la cause de cette épidémie mondiale, le capitalisme parasitaire et les prêts prédateurs ont conduit à l'endettement massif toxique qui fait que les emprunteurs ne peuvent plus rembourser les prêts.

Dans le cas de la Grèce, le jeu du blâme peut être remis à plus tard. Mais, à notre avis, sans exonérer les graves manquements en matière de gouvernance interne les hommes politiques grecs, j'aurais tendance à jeter le blâme, à 50%, sur les causes externes. Les erreurs internes, aussi importantes qu'elles l'étaient et le sont encore, devraient être considérées comme des facteurs aggravants, ce qui augmente la vulnérabilité du pays, et non pas comme causes premières.

Quels sont alors les solutions pour faire face à une dette toxique? :

- (1) La saisie du collatéral dans le cas des prêts hypothécaires à haut risque,
- (2) Les faillites d'entreprises (comme GM) dans le secteur privé,
- (3) la restructuration des prêts dans le cas de la dette contractée par les pays souverains qui ne peuvent pas être saisis. Lorsque le pays est petit et relativement vulnérable, une austérité sévère est imposée, en échange de la restructuration.

Dans le cas de la Grèce, la troïka (FMI, la Zone Euro et l'Union européenne) a contraint ce pays à adopter une dose d'austérité sans précédent, que l'OCDE a décrit comme la plus grave jamais imposée à un pays en temps de paix. Certains ont comparé ce traitement aux tributs exigés par les Romains de leurs ennemis vaincus ou les paiements des indemnités que les alliés victorieux, après la Première Guerre mondiale, ont essayé d'imposer à l'Allemagne. Dans ce dernier cas, le pays est entré en hyper-inflation et a souffert d'un chômage massif qui a ouvert la voie à l'accession de Hitler au pouvoir, sur la promesse de créer des emplois - ce qu'il a fait à travers des programmes de réarmement massif - pas le genre de solution que nous devrions souhaiter.

Revenons maintenant aux trois questions et répondons-y, une par une.

economic activity up to and around the 2004 Olympics. True, Greece has a sort of a welfare state, distributing some income to everyone through government programs. But the welfare programs were never outrageous. The celebrated '14 months salary' for 12 months work, often used to malign Greek workers, only meant that the annual salary was divided by 14 payments rather than 12. It could have been divided by 52 or 365 without changing the total value of the remuneration. As far as the latter is concerned, Greek salaries have been much lower than other European wages even though prices in Greece have risen to Western European levels following the introduction of the euro. So the Greek standard of living has remained quite low and the dual society of very wealthy millionaires and lower-class poor is now very much part of the Greek socio-economic landscape. A second component of the Greek Public Debt has been tax evasion. The major culprits were the elite, living at luxurious and protecting their income through either false reporting or placing their assets in tax havens outside Greece.

The general public also evaded taxes, but to a much smaller degree, through informal transactions, barter deals, not declaring payments to Albanian cleaning ladies, under-reporting receipts by taverna owners, etc. These amounts were not of a nature to make or break the system. The Informal Economy, self employment and family ties have always been major features of Greek society and were never a major problem, at least never big enough to provoke the collapse of the economy.

If the Austerity strategy had been applied to everyone in proportion to their profligacy, there would be an degree of fairness. Instead, the most vulnerable have been targeted through:

1. reduction of the minimum wage by 22%
2. reduction of pensions, already quite low by European standards
3. important increases in value added and consumption taxes
4. laying off of thousands of civil servants
5. reduction of general benefits, etc.

The result of all this pain has been an extreme case of demoralization for the entire population, an important increase in emigration (reminiscent of the Irish emigration after the famine), high suicide rates, despair among the young and the drying up of both national and international investment.

There is a feeling that the population at large has been abandoned by the ruling class and that the European Union has indeed treated Greece as a defeated enemy.

In summary : a lot of pain for the middle and even more for the lower classes (with the reduction in minimum wage), a complete loss of national elan vital on a scale not seen even during the German Occupation in the Second World War and, above all, nothing to look forward to - other than more pain.

Is austerity working ?

What has all this pain brought? An improvement in public finances? Expected 'gain' after the 'pain'? Better global competitiveness?

L'austérité est-elle juste?

Le critère de l'équité dans ce cas devrait être simple: ceux qui ont profité de l'emprunt devraient payer la facture.

Est ce le cas de la Grèce?

Qui a vraiment bénéficié de l'emprunt ? Un cercle relativement restreint de riches entrepreneurs a pris la part du lion du butin, y compris des ristournes illégales dans un système de corruption pure et simple. Beaucoup moins a été obtenu par la population au sens large, qui bénéficia toutefois, dans une certaine mesure, de l'activité économique accrue, jusqu'à et autour des Jeux olympiques 2004.

Certes, la Grèce est une sorte d'État Providence, distribuant des revenus à beaucoup de monde à travers des programmes gouvernementaux. Mais les programmes d'aide sociale n'ont jamais été scandaleux. Le «célèbre» salaire de 14 mois pour 12 mois de travail, souvent utilisé pour culpabiliser les travailleurs grecs, signifie seulement que le salaire annuel est divisé en 14 paiements plutôt que 12. Il aurait pu être divisé par 52 ou 365 sans changer la valeur totale de la rémunération. En ce qui concerne ce dernier, les salaires grecs ont été beaucoup plus faibles que les autres salaires européens, même si les prix en Grèce ont augmenté aux mêmes niveaux que ceux des pays de l'Europe de l'Ouest avec l'introduction de l'euro.

Donc, le niveau de vie grecque est resté assez faible; la société duale de millionnaires très riches et la classe inférieure des pauvres fait maintenant vraiment partie du paysage socio-économique de la Grèce.

Une deuxième composante de la dette publique grecque a été l'évasion fiscale. Les coupables de grande évasion fiscale sont l'élite grecque vivant à des niveaux très élevés de luxe et protégeant leurs revenus, soit par de fausses déclarations, soit en plaçant leurs avoirs dans des paradis fiscaux en dehors de la Grèce.

Le grand public a également fuit les impôts, mais à un degré beaucoup plus faible. Une plus petite part de l'évasion fiscale a été faite par le grand public: transactions informelles, troc, non-déclaration des paiements aux femmes de ménage albanaises, sous-déclaration des recettes par les propriétaires de commerces, etc. Mais ces montants n'étaient pas de nature à faire ou à défaire le système. L'économie informelle, l'emploi indépendant et les liens familiaux ont toujours été des éléments majeurs de la société grecque et n'ont jamais été un problème majeur, du moins jamais assez grand pour provoquer l'effondrement de l'économie.

Si la stratégie d'austérité avait été appliquée à tout le monde en proportion de leur «débauche», on aurait eu un degré d'équité. Au lieu de cela, les plus vulnérables ont été pris pour cible. Notons

1. la réduction du salaire minimum de 22%,
2. la réduction des pensions, déjà très faibles par rapport aux normes européennes,
3. des augmentations importantes dans les taxes sur la valeur ajoutée et taxes à la consommation,
4. la mise à pied de milliers de fonctionnaires,
5. la réduction des soins de santé, etc...

Le résultat de toute cette douleur a suscité une extrême démorisation de toute la population, une augmentation importante de l'émigration (qui rappelle l'émigration irlandaise après la famine), des taux élevés de suicide, le désespoir chez les jeunes et le tarissement de l'investissement national et international.

.../...

Unfortunately, none of the above. Here are the results.

Very Poor Economic Performance

Greece's fourth consecutive year in recession ended with a GDP decline of 7.5 percent in its last quarter. Total consumer spending fell 7.9 percent in the October-December period compared with the same quarter in 2010, while gross capital investment dropped by 22.2 percent. Even exports posted a 6.1 percent decline year-on-year.

With unemployment at 21 percent in December, the industrial output index fell by 11.3 percent in the same month from December 2010. The retail turnover index shrank 10.2 percent in 2011 from the year before, the wholesale trade turnover dropped in the last quarter of 2011 by 20.3 percent from the same quarter in 2010, and the volume of construction activity declined in November by 26.6 percent from November 2010. (figures from Kathimerini, Greek daily March 2012)

A Worsening of the Debt to GDP Ratio

The principal metric chosen by the Troika to measure the seriousness of the public debt is the Debt-to-GDP ratio. Government debt is the numerator and the gross domestic product the denominator. Note that only public debt is measured. Private debt which is much lower in Greece than the OECD average is ignored. Individual Greeks are savers, unlike their US and Canadian counterparts. The public debt is the problem in Greece - not the private debt.

Did this indicator improve after the imposition of Austerity ? No, it went the other way. In 2009 the Debt/GDP ratio was 109%. After the application of the harsh austerity measures and the demoralization of the population, where did it stand at the end of 2011 : At 160%. In other words it worsened considerably.

What now is the best case scenario envisioned by the Troika's econometricians for 2020 after eight more years of sweat, toil and penury? - a Debt-to-GDP ratio of 120% or, in other words, a less favorable number than before austerity was introduced.

Why has Austerity not Reduced the Debt-to-GDP ratio?

The failure of austerity to reduce public sector indebtedness may surprise the casual observer. After all, if you cut expenses and raise revenue you should reduce debt and deficits. Unfortunately it does not work that way in public finance for two reasons.

First, government spending appears twice in the ratio. It is the main part of the numerator but it is also a significant part of the denominator, the GDP. The GDP is nothing more than the sum of C+I+G where C is private consumption expenditures, I is investment by private sector firms ,and G is government spending. To complete the equation we could add X - M, where X stands for exports and M for imports. So the full GNP (Gross National Product) is C+I+G+X-M.

If G is reduced and C+I does not take over the slack, then the denominator will fall even more than the numerator and the dreaded ratio will increase. Since public sector expenditures account for between 20 and 40% of the GDP in most countries, a drastic

La population dans son ensemble a le sentiment d'avoir été abandonnée par la classe dirigeante et que l'Union européenne traite la Grèce comme un ennemi vaincu.

En résumé: beaucoup de douleur pour les classes moyennes et plus encore pour les classes inférieures (avec la réduction du salaire minimum), une perte complète de l'élan vital national d'une ampleur jamais vue, même pendant l'occupation allemande durant la Seconde Guerre mondiale, et surtout, rien à attendre d'autre que plus de douleur encore.

L'austérité est-elle efficace ?

Qu'a amené toute cette douleur? Une amélioration des finances publiques? Des «gains» après la «douleur»? Une meilleure compétitivité mondiale?

Malheureusement, rien de ce qui précède. Voici les résultats.

Très mauvaise performance économique.

La Grèce qui est entrée dans sa quatrième année consécutive de récession, a fini avec une baisse du PIB de 7,5% au cours de son dernier trimestre. Les dépenses de consommation totale ont diminué de 7,9% dans la période octobre-décembre par rapport au même trimestre en 2010, tandis que les investissements de capital brut ont chuté de 22,2%. Même les exportations ont affiché une baisse de 6,1% d'année en année.

Avec un chômage à 21% en décembre, l'indice de la production industrielle a chuté de 11,3% dans le même mois de Décembre 2010. L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail a diminué de 10,2% en 2011 par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires du commerce de gros a chuté dans le dernier trimestre de 2011 de 20,3% par rapport au même trimestre en 2010 et le volume de l'activité de construction a diminué en novembre de 26,6% depuis novembre 2010. (Chiffres de «Kathimerini», quotidien grec, mars 2012).

Une aggravation de la dette par rapport au PIB

La principale mesure choisie par la Troika pour mesurer la gravité de la dette publique est le ratio dette/PIB. La dette publique est le numérateur et le produit intérieur brut le dénominateur. Notons que seule la dette publique est mesurée. La dette privée qui est beaucoup plus faible en Grèce que la moyenne de l'OCDE est ignorée. Les Grecs sont des épargnants, contrairement à leurs homologues américains et canadiens. Le problème en Grèce est la dette publique et non la dette privée.

Est-ce que cet indicateur s'améliore après l'imposition de l'austérité? Non, il est allé dans l'autre sens. En 2009, le ratio dette / PIB était de 109%. Après l'application des mesures d'austérité dure et la démorphisation de la population, où se situait-il à la fin de l'année 2011: à 160%. En d'autres termes il s'est considérablement aggravé.

Qu'est-ce qui est maintenant le meilleur des cas envisagé par les économètres de la troika pour 2020 après huit années de sueur, de labeur et de misère? Un ratio dette / PIB de 120% ou, en d'autres termes, un chiffre moins favorable avant que l'austérité n'ait été introduite.

Pourquoi l'austérité n'a-t-elle pas réduit le ratio dette/PIB?

L'échec de l'austérité pour réduire l'endettement du secteur public peut surprendre l'observateur occasionnel. Après tout, si vous coupez les dépenses et augmentez les recettes, vous devriez réduire la dette et des déficits.

reduction of these expenditures needs to be compensated by a higher increase in private consumption and investment.

Otherwise the net effect is counterproductive and will lead to a worsening of the ratio. An expansion of exports and a reduction of imports could also increase GDP but that assumes an international competitiveness which Greece does not have now. The overvalued euro handicaps its main export, tourism, in comparison with its non-euro zone rivals, Turkey, Croatia etc.

Second, governments are not like private corporations and attempts at confusing the two are counterproductive. If a private sector corporation wants to balance its books, in addition to expenditure reduction, it can try and increase its revenue by selling more. Governments cannot do that, because they are not supposed to sell anything. State corporations are the exception, but they are not part of the core function of government. Besides, in the Greek case, most state corporations are operating at a loss and are a further drain on the public purse.

Increasing revenue can only be achieved through taxes. Here there are two obstacles. First if economic activity goes down, taxes go down. You cannot get blood out of a stone. Second, if the tax payer no longer trusts the government, as is presently the case in Greece, tax avoidance, tax evasion and general civil disobedience become the rule. The movement 'then plirono' ('I will not pay') is gaining momentum and apparently, in one case, even tax collectors have gone on strike! The Public is withdrawing its consent to be governed,

When governments reduce their spending and the economy is depressed the total GDP has to go down not up.

It follows from the above, that when the population is demoralized, and increasingly penniless, to try and promote growth through austerity is an impossible proposition,

Could we be moving to the celebrated situation : Gentlemen, the operation was a brilliant success.. but unfortunately the patient died...?

Is austerity needed ?

Challenging a Basic Premise of Conventional Wisdom

That we are living through a period of serious economic crisis, worldwide is undeniable. It is indeed 'The Economy Stupid' that is the main issue, at least in the West.

But what most people fail to understand is that there are two very different types of economic crises.

- (1) A true Scarcity Crisis and a
- (2) Mismanaged Abundance Crisis

In the first instance, there is penury, poverty, not enough to go around, as in the case of a famine or a natural disaster which has destroyed factories, infrastructure, etc., or after a war. Scarcity has been the plight of Humanity for most of history, and economics itself is nothing more than the science of the management of scarcity.

But is this what we are facing today, or are we challenged by an opposite situation of abundance, which is very badly managed? Is there really not enough to go around? The historical evidence is as follows :

Malheureusement cela ne fonctionne pas de cette façon dans les finances publiques, pour deux raisons.

Tout d'abord, les dépenses gouvernementales apparaissent deux fois dans le ratio. Elles correspondent à la partie principale du numérateur, mais sont également une partie importante du dénominateur, le PIB. Le PIB n'est rien de plus que la somme de $C + I + G$ où C est la consommation privée, I l'investissement par les entreprises du secteur privé, et G les dépenses du gouvernement. Pour compléter l'équation, nous pourrions ajouter $X - M$, où X représente les exportations et M les importations. Ainsi, le plein PNB (Produit National Brut) est $C + I + G + X - M$.

Si G est réduit et $C + I$ ne compensent pas, le dénominateur va tomber encore plus que le numérateur et le rapport redouté va augmenter. Puisque les dépenses du secteur public représentent entre 20 et 40% du PIB dans la plupart des pays, une réduction drastique de ces dépenses doit être compensée par une augmentation plus importante de la consommation privée et de l'investissement.

Si non, l'effet net est contre-productif et conduit à une aggravation du ratio. Une expansion des exportations et une réduction des importations pourraient elles augmenter le PIB, mais cela suppose une compétitivité internationale que la Grèce n'a pas aujourd'hui. L'euro surévalué handicape son principal produit d'exportation, le tourisme, en comparaison avec ses rivaux de la zone non-euro, la Turquie, la Croatie, etc... Deuxièmement, les gouvernements ne sont pas comme des sociétés privées et des tentatives de confondre les deux sont contre-productives. Si une entreprise du secteur privé veut équilibrer ses livres, elle le peut. En plus de la réduction des dépenses, elle peut essayer d'augmenter son chiffre d'affaires en vendant plus.

Les gouvernements ne peuvent pas le faire, parce qu'ils ne sont pas censés vendre quoi que ce soit. Les sociétés d'État sont l'exception, mais elles ne font pas partie de la fonction de base du gouvernement. Par ailleurs, dans le cas de la Grèce, la plupart des sociétés d'État fonctionnent à perte et sont un drain supplémentaire sur les deniers publics. Accroître les recettes ne peut être atteint que par l'impôt. Ici, il ya deux obstacles. Premièrement, si l'activité économique diminue, les taxes diminuent. Vous ne pouvez pas obtenir du sang d'une pierre.

Deuxièmement, si le contribuable ne fait plus confiance au gouvernement, comme c'est actuellement le cas en Grèce, l'évasion fiscale et la désobéissance civile générale deviennent la règle. Le mouvement «then plirono», («Je ne vais pas payer») prend de l'ampleur et apparemment, il y eut un cas, où même des collecteurs d'impôts se sont mis en grève! Le public retire son consentement à être régi.

Lorsque les gouvernements réduisent leurs dépenses et que l'économie est en dépression, le PIB total doit descendre et non augmenter. Il résulte de ce qui précède, que, lorsque la population est démoralisée, et de plus en plus sans le sou, essayer de promouvoir la croissance par l'austérité s'avère une proposition impossible

Est ce qu'on se trouverait par hasard dans la célèbre situation : « Messieurs, l'opération a été un brillant succès... mais malheureusement, le patient est décédé...»

.../...

There is huge misery in the world today but it is essentially due to a distribution problem not a production problem. There is more than enough to go around, but because of certain factors this affluence is very badly distributed.

The three fundamental questions of economics are usually formulated as follows

1. What to produce, (shoes, ships, sealing wax, etc. - the pure production problem)
2. How to produce (the technology problem)
3. For Whom to produce (the distribution problem)

The production problem (i.e. sufficient output for all), has been gradually resolved since the Industrial Revolution. The World Economy's capacity to produce in 2012 is unparalleled and absolutely huge. We are talking about a \$75 trillion GWP (Gross World Product)- the highest ever in all of History. Even divided by 7 billion human beings, the per capita output is still unequaled in any previous historical period.

The \$75 trillion world economy, of which close to half is produced in the Euro-Atlantic Zone, the geographical area supposed to adopt austerity holus bolus, is itself a fraction of the real total output. The GWP is underestimated three ways.

First, it does not take into account the Informal Sector, which is not mediated by market mechanisms and which includes people producing for themselves (the producer-consumer or 'prosumer' as Alvin Toffler once called her), barter trades, invisible transactions, etc. In the case of Greece, Italy and Russia, the Informal Economy may account from between a quarter and a third of the GDP equivalent.

Second, the computation of GWP is done via exchange rates of different currencies, not purchasing power parity, which would tend to underestimate the economic production of low-wage areas.

Third, and perhaps most telling, is the fact that neither the national GDP nor, a fortiori, the GWP, adequately measures improvements in the quality of products. The common denominator is the dollar value of what is produced. If we produce a computer in 1980 which is valued at \$5000 while the 2012 equivalent is valued at \$1000, the GDP appears to fall. In actual fact the 2012 computer is many thousands of times more powerful than its ancestor, but since the common denominator of all products is money, we have the illusion of decline.

Bringing these three factors together means that the real world production is even considerably higher than the \$75 trillion.

What is also interesting to note is that these \$75 trillion are produced with a fraction of the world labor force since around 30% of the workers of the world are either unemployed or underemployed. With full employment, the production possibility curve for the world would be greatly increased.

Above and beyond economic statistics, the anecdotal evidence points to a huge abundance of goods and services, not scarcity. The dollar stores are bursting at the seams with inexpensive pro-

L'austérité est-elle nécessaire ?

Remettre en question les idées reçues.

Nous vivons une période de crise économique grave, dans le monde entier. « L'économie stupide » est le principal problème, du moins en Occident. Mais ce que la plupart des gens ne parviennent pas à comprendre, c'est qu'il y a deux types très différents de crises économiques. (1) Une crise de rareté et (2) une crise d'abondance mal gérée. Dans le premier cas, il y a la misère, la pauvreté, il n'y a pas assez pour tout le monde, comme dans le cas d'une famine ou d'une catastrophe naturelle qui a détruit les usines, infrastructures, etc..., ou après une guerre. La rareté a été le sort de l'humanité tout au long de son Histoire et l'Économie elle-même n'est rien de plus que la science de la gestion de la rareté.

Mais sommes-nous confrontés aujourd'hui, à une crise de rareté ou d'abondance mal gérée? N'y en-a-t-il vraiment pas assez pour tout le monde? La preuve historique se présente comme suit :

Il y a une misère énorme dans le monde aujourd'hui, mais elle est essentiellement due à un problème de distribution, non pas à un problème de production. Il y en a plus qu'il n'en faut pour tout le monde mais à cause de certains facteurs, cette affluence est très mal répartie.

Les trois questions fondamentales de l'économie sont généralement formulées comme suit:

1. Quoi produire, (des chaussures, des navires, de la cire à cacher, etc... le problème de la production pure),
2. Comment produire (le problème de la technologie),
3. Pour qui produire (le problème de la distribution).

Le problème de production (ex : débit suffisant pour tous), a été progressivement résolu depuis la révolution industrielle. La capacité de l'économie mondiale à produire en 2012 est sans précédent et absolument énorme. Nous parlons d'un PMB de 75 mille milliards de dollars (produit mondial brut) - le plus élevé jamais connu au cours de l'Histoire. Même divisé par 7 milliards d'êtres humains, la production par habitant est encore inégalée dans toute période historique précédente.

Dans les 75 mille milliards, 40%, sont encore produits en Occident. Et cette région est maintenant invitée à adopter l'austérité.

Il est à noter d'ailleurs que le chiffre de 75 mille milliards, sous estime la réalité de trois façons.

Tout d'abord, il ne prend pas en compte le secteur informel, qui n'est pas médiatisé par les mécanismes du marché et qui inclut les personnes qui produisent pour elles-mêmes (le producteur-consommateur «prosumer», comme Alvin Toffler l'a appelé), le troc, les transactions métiers invisibles, etc... Dans le cas de la Grèce, l'Italie et la Russie, l'économie informelle peut représenter entre un quart ou un tiers du vrai PIB.

Deuxièmement, le calcul du PMB se fait via les taux de change des différentes monnaies, pas la parité du pouvoir d'achat, ce qui tendrait à sous-estimer la production économique de régions à bas salaires.

Troisièmement, et peut-être le plus révélateur, est le fait que ni le PIB national ni, a fortiori, le PMB, ne mesurent de manière adéquate l'amélioration de la qualité des produits. Le dénominateur commun est la valeur monétaire de ce qui est produit. Si nous produisons un ordinateur en 1980, qui est évalué à 5000 \$, tandis que l'équivalent en 2012

ducts. The traditional department stores are also full of inventory, more expensive than that in the dollar store but still very affordable.

In the service industry there are offers of services galore and Apple Corporation and its developers are offering an 'app' for almost everything. There have been \$70 billion worth of apps downloaded, and more cell phones produced than there are people in this world.

In the financial world there is also immense liquidity. Apple Corporation sits on a cash reserve of \$100 billion and growing. The Asian sovereign funds hold huge liquidity and, if needed, the central banks of the world can create all the money needed to match the economy of abundance which characterizes the world today. Where then is the Scarcity ? There is of course ecological scarcity and a limit to our consumption of non-renewable energy and resources. A reduced consumption of these non-renewable resources and the climate change that this consumption engenders is obviously a good idea.

But, we should note that 80% of what we consume today is composed of non-material goods (services, entertainment, information goods, etc.). These non-material goods have a low impact on the environment and can be expanded almost with impunity without incurring ecological risk.

The threat of ecological scarcity is real, but is definitely not the reason why Austerity is imposed in Greece and soon elsewhere. It is imposed on the mistaken assumption that there is not enough to go around when, in fact, there is more than enough, a plethora, a smorgasbord an all-you-can-eat buffet of economic goods and services.

What we really have is a global economy separated by a social fracture. On the one hand we have the Buffet Economy, all-you-can-eat, enjoyed by a global elite. Sitting in apposition is a Soup Kitchen Economy characterized by deprivation, poverty and want. During the Great Depression, the starving unemployed were lining up to receive free soup in community soup kitchens, which had become the symbol of poverty. This image is again reality in many countries today.

What Paul Krugman calls Depression Economics is actually the mismanagement of abundance. Unemployment is one symptom of this mismanaged abundance where consumers have no purchasing power to buy the goods that are being produced and offered to them. This is quite different from scarcity or famine situations where there is really not enough to go around.

Confusing the two is like confusing obesity with anaemia. To reduce the eating habits of an obese person makes sense. To starve an anaemic patient does not.

Returning to the question " Is Austerity Needed?" the answer must be that it is not, unless the abundance that we have been describing is totally illusory.

Is the No Gain without Pain mantra valid ?

This oft used homily has been invoked to justify wage cuts and other deprivations imposed upon the lower and middle classes. Is it credible ?

est évalué à 1000 \$, le PIB apparaît tomber. En réalité l'ordinateur 2012 est de plusieurs milliers de fois plus puissant que son ancêtre, mais puisque le dénominateur commun de tous les produits c'est le dollar ou l'euro, nous avons l'illusion d'une baisse.

Ces trois facteurs ensemble signifient que la production mondiale réelle est encore beaucoup plus élevée que la somme de 75 mille milliards de dollars. Ce qui est également intéressant de noter, c'est que ces 75 mille milliards sont produits par une fraction de la main-d'oeuvre de la population active du monde, sachant que, près de 30% des travailleurs du monde sont, soit au chômage soit sous-employés. Avec le plein emploi, la courbe de possibilités de production pour le monde serait grandement augmentée.

Au-delà des statistiques économiques, les éléments de preuve anecdotiques démontrent une énorme abondance de biens et services, et non la rareté. Les magasins à un dollar sont pleins à craquer avec des produits bon marché. Les grandes surfaces traditionnelles sont aussi pleines de marchandises, plus chères que celles dans le magasin à un dollar, mais encore très abordables.

Dans le tertiaire il y a des offres de services à gogo et Apple Corporation et ses développeurs offrent une «app» pour presque tout. Il y a eu 70 millions d'applications téléchargées, et plus de téléphones portables produits qu'il y a de personnes sur la planète.

Dans le monde financier, il y a également une « immense liquidité ». Apple Corporation a une réserve de trésorerie de 100 milliards de dollars et est en pleine croissance. Les fonds souverains asiatiques détiennent des liquidités énormes et, si nécessaire, les banques centrales du monde pourraient créer tout l'argent nécessaire pour refléter l'économie de l'abondance réelle qui caractérise le monde d'aujourd'hui.

Où est alors la rareté? Il y a bien sûr la rareté écologique et il existe, certes, une limite à notre consommation de ressources et d'énergies non renouvelables. Une réduction de la consommation de ces ressources non renouvelables causant le changement climatique créé par cette consommation est évidemment très recommandée.

Mais, il convient de noter que 80% de ce que nous consommons aujourd'hui est composé de biens immatériels (des services, des loisirs, des biens d'information, etc.) Ces biens non matériels ont un faible impact sur l'environnement et peuvent être répandus, presque en toute impunity, sans encourir des risques écologiques.

La menace d'une pénurie écologique est réelle, mais n'est certainement pas la raison pour laquelle l'austérité est imposée en Grèce et bientôt ailleurs. Elle est imposée basée sur l'hypothèse erronée qu'il n'y a pas assez pour tout le monde, alors qu'en fait, il y en a plus qu'assez, voire une pléthora, un buffet « à volonté » de biens et services économiques.

Il existe néanmoins une économie mondiale séparée par une fracture sociale. D'une part nous avons l'économie «buffet à volonté», appréciée par une élite mondiale. D'autre part, il y a l'économie de la « soupe populaire » caractérisée par l'austérité, la pauvreté et l'envie. Durant la Grande Dépression, les chômeurs affamés faisaient la queue pour recevoir gratuitement une soupe dans les soupes populaires, devenues le symbole de la pauvreté. Cette image est à nouveau la réalité dans de nombreux pays aujourd'hui.

Ce que Paul Krugman appelle l'économie de la dépression, est en réalité la mauvaise gestion de l'abondance. Le chômage est un symptôme

.../...

.../...

First, although there may indeed be some circumstances where short term pain is necessary to obtain longer term gain, the statement has no universal validity. It belongs to what I would be tempted to call the masochistic school of success : the more you suffer the more you will succeed. Its corollary is that the less you suffer the less you will succeed. If you enjoy your work , you will be doomed to fail.

This may be the philosophy of Opus Dei monks who supposedly self-flagellate daily for purification purposes, but it is not a good indicator of critical success factors in either economics or life in general.

The men and women who have improved the lot of mankind, artists, philosophers, innovators, entrepreneurs ... have all loved what they were doing with a passion. It is difficult to imagine, Michel Angelo, Mozart, or even Steve Jobs, experiencing pain to produce the immense value added they have given society.

In addition, suffering is by no means a guarantee of success as you can envision situations where pain is followed by more pain with no gain whatsoever, which many feel is where Greece is headed.

Second, we have to ask 'whose gain and whose pain'. In many cases under the catch word 'restructuring', the lower classes are impoverished so that corporations can post more profits. Why would a worker vote for such a system ? Everything is confused when one says 'the austerity worked because the country is exporting more'

Who benefits from these exports ? If it's the shareholders of the exporting corporations at the expense of the workers within them, is that not just a Pyrrhic victory? Slave economies produced low cost goods which could be exported. They were 'competitive'. Is this what we are looking forward to, quasi-slaves at subsistence levels to raise the profits of exporting corporations, who could, by the way, still shield their gains in tax havens?

Applied to public debt reduction, 'no pain no gain', is contradicted by historical evidence.

The time-tested debt killers have been economic growth (usually good for everyone if well distributed) and/or rising prices.

The time-tested debt exacerbators have been depression and deflation (falling prices).

These were indeed the lessons, from the Great Depression of the 1930's where the austerity measures caused it to worsen and placed the Western economies in a death spiral, which led to the rise of Hitler and ultimately World War II.

Are there more effective alternatives ?

What is most needed both by Greece and Europe is a reset mechanism similar to the one we have in our computers. When our computers act strangely, often the best way to get out of trouble is to press the restart button, get rid of the cache of documents and applications, and go back to a clean desktop.

The same applies for countries in trouble where the reset button

de cette abondance mal gérée où les consommateurs n'ont pas le pouvoir d'achat pour acheter les marchandises qui sont produites et leur sont offertes. C'est tout à fait différent de situations de misère ou de famine où il n'y a vraiment pas assez pour tout le monde. Confondre les deux c'est comme confondre l'obésité à l'anémie. Réduire les habitudes alimentaires d'une personne obèse a un sens alors que faire mourir de faim un patient anémique n'en a pas. Revenons à la question « l'austérité est-elle nécessaire ? » La réponse doit être Non, à moins que l'abondance que nous avons décrite ne soit totalement illusoire.

Est-ce que le mantra « pas de gain sans douleur » est valide ?

Cette homélie souvent utilisée a été invoquée pour justifier des réductions de salaires et autres privations imposées aux classes moyennes et inférieures. Est-ce crédible ?

Premièrement, même s'il peut effectivement y avoir des circonstances où la douleur à court terme est nécessaire pour obtenir un gain de plus à long terme, cette déclaration n'a aucune validité universelle. Elle appartient à ce que je serais tenté d'appeler l'école de la réussite masochiste: plus vous souffrez plus vous réussirez. Son corollaire, c'est que, moins vous souffrez moins vous réussirez. Si aimez votre travail, vous ne produirez rien. Si vous ne l'aimez pas, vous serez productif. Il s'agit peut-être de la philosophie des moines de l'Opus Dei, qui s'auto-flagellent tous les jours à des fins de purification, mais ce n'est pas un bon indicateur des facteurs critiques de succès dans l'économie ou dans la vie en général.

Les hommes et les femmes qui ont le plus amélioré le sort de l'humanité, (artistes, philosophes, innovateurs, entrepreneurs...) ont tous aimé ce qu'ils faisaient avec passion. Il est difficile d'imaginer, Michel-Ange, Mozart, ou même Steve Jobs, éprouvant de la douleur pour produire la très grande valeur ajoutée qu'ils ont offerte à la société. Qui plus est, la souffrance n'est en aucun cas une garantie de succès d'autant plus qu'on peut imaginer des situations où la douleur est suivie par encore plus de douleur sans aucun gain quel que soit; C'est, semble t-il, le scénario tendanciel pour la Grèce.

Deuxièmement, nous devons nous demander « le gain pour qui? et la douleur de qui? ». Dans de nombreux cas le mot « restructuration », veut dire appauvrir les classes inférieures pour augmenter les profits des entreprises. Pourquoi un ouvrier voterait-il pour un tel système? De même on confond tout quand on dit « l'austérité a fonctionné parce que le pays exporte plus »...

Qui profite de ces exportations? Si ce sont les actionnaires des sociétés exportatrices au détriment de leurs propres travailleurs, n'est-ce pas simplement une victoire à la Pyrrhus? Les économies d'esclaves produisaient des biens à faible coût qui pouvaient être exportés. Ils étaient «compétitifs». Est-ce cela que nous voulons ? Des quasi-esclaves à des niveaux très bas de subsistance afin d'élever les bénéfices des sociétés exportatrices, qui pourraient d'ailleurs, toujours protéger leurs gains dans les paradis fiscaux?

D'ailleurs, appliquée à la réduction de la dette publique, «aucune douleur, aucun gain», est contredite par l'histoire économique.

Pour réduire la dette, deux formules ont fait leurs preuves: la croissance économique (généralement bonne pour tout le monde si elle est bien distribuée) et / ou la hausse des prix.

Au contraire pour empêcher une dette et ses effets néfastes, on choisit la dépression et la déflation (baisse des prix).

involves a true restructuring and the elimination of all the obstacles to renewal.

The reset mechanism for the European economy would in my view involve three complementary strategies

1 – An Intelligent Growth and Development Strategy for Europe

The entire Euro – Atlantic Region including both the European Union and the United States is suffering from a lingering depression. Growth rates are weak or negative, unemployment is high and there is a prevailing general pessimism. What is needed is not just a stimulus package, where money is just made available to banks at low rates, but extensive infrastructure and other growth-promoting activities. Some have even called for a Europe-wide Marshall Plan similar to the original one, which was major factor in rebuilding the continent after World War II.

Whether it is a full Marshall Plan or a more modest equivalent, an overall strategic plan is needed for successful European growth and development.

2 – Allow the Euro to fall back to par with the US dollar

The Euro is way above its purchasing power parity. If it were to fall to the level of the US dollar, the Euro Zone nations would receive a major boost. Their exports would become more competitive and there would be a decrease in imports from non-euro zone areas. There is no reason in the world to try and hold the Euro at 1.20 to 1.50 US cents as it has been in the last few years.

Those who fear a more affordable euro, should be reminded of 2002 and the introduction of the common currency. After starting out at par with the US dollar it went down to 83 US cents. The sky did not fall, the European economy continued to thrive and people had jobs. At today's inflated exchange rates, the entire zone places itself at a huge competitive disadvantage and follows the opposite of the Chinese strategy which was and is to bank on a cheap yuan.

A cheaper euro would also be to the advantage of Germany and its exports to the rest of the world beyond the euro zone.

3 – A European Central Bank with New Powers and Responsibilities

The European Central Bank has a very limited mandate defined by treaty: just control inflation.

A normal central bank such as the Federal Reserve in the US, the Bank of England or the Bank of Canada, has a much larger mandate. This may include, growth promotion, job creation, lender of last resort, etc.

Because of the limitations of the Treaty creating it and because of the exaggerated fears of inflation by the Germans who have the greatest say in its policies, the ECB cannot do much more than what it is doing.

With an expanded mandate it could, instead, help monetize the European economy, put purchasing power in the hands of consumers (instead of just banks as it is now) and alleviate the debt burden by buying up toxic public debt.

It could replace the current high interest bonds by low interest long term bonds. Britain, for instance, is experimenting with a 100- year

Telles sont d'ailleurs les leçons, de la Grande Dépression des années 1930 où les mesures d'austérité n'ont fait qu'empirer la crise et ont placé les économies occidentales dans une spirale de la mort. Celle-ci a conduit à la montée d'Hitler et, finalement, à la Seconde Guerre mondiale.

5 – Existe-t-il des alternatives plus efficaces ?

La Grèce et l'Europe ont toutes deux besoin d'un mécanisme de « redémarrage » semblable à celui que nous avons dans nos ordinateurs. Quand ces derniers agissent étrangement, souvent le meilleur moyen de se sortir du pétrin est d'appuyer sur le bouton de redémarrage, se débarrasser de la mémoire cache, de documents et d'applications et de revenir à un bureau propre.

La même chose s'appliquerait pour les pays en difficulté où le bouton de réinitialisation impliquerait une véritable restructuration et l'élimination de tous les obstacles au renouvellement. À notre avis, le mécanisme de remise à zéro pour l'économie européenne exigerait la mise en place de trois stratégies complémentaires.

1 – Une stratégie intelligente de croissance et de développement pour l'Europe

La totalité de la région Europe-Amérique, y compris l'Union Européenne et les États-Unis souffre d'une dépression dangereuse. Les taux de croissance sont faibles ou négatifs, le chômage est élevé et il y a un pessimisme ambiant qui y règne.

Ce qui est nécessaire n'est pas seulement un plan de relance, où l'argent est tout simplement mis à la disposition des banques à des taux faibles et rien de plus, mais un renouvellement de l'infrastructure et d'autres activités favorisant la croissance. Certains parlent même d'un plan Marshall à l'échelle européenne, semblable à celui d'origine, qui a été un facteur important dans la reconstruction du continent après la Seconde Guerre mondiale.

Que ce soit un plan complet à la Marshall ou un équivalent plus modeste, un programme stratégique global est nécessaire pour la réussite de la croissance et le développement européens.

2 - Permettre à l'euro de redevenir paritaire avec le dollar US

L'euro est bien au-dessus de sa parité de pouvoir d'achat. Si celle-ci venait à tomber au niveau du dollar US, elle donnerait aux nations de la zone euro un coup de fouet en rendant les exportations plus compétitives et il y aurait une diminution des importations en provenance des régions hors zone euro. Il n'y a aucune raison au monde pour essayer de tenir l'euro entre 1,20 à 1,50 \$ US comme cela a été dans les dernières années.

Ceux qui craignent un euro plus abordable, devraient se rappeler de l'année 2002 et l'introduction de la monnaie commune. Après des débuts paritaires avec le dollar américain, il est passé à 83 cents US. Le ciel n'est pas tombé, l'économie européenne a continué à prospérer et les gens avaient un emploi. Avec les taux de change gonflés d'aujourd'hui, toute la zone se positionne en un désavantage concurrentiel énorme. On choisit le contraire de la stratégie chinoise qui a été et est, de tout miser sur un yuan bon marché.

Un euro moins cher serait également à l'avantage de l'Allemagne et ses ambitions d'exportations vers le reste du monde, au-delà de la zone euro.

.../...

bond. At one point, some countries had 100-year mortgages with only interest to be paid annually. Long term bonds at low interest tend to be absorbed by economic growth and have proved to be win-win for all.

This kind of monetary trigger would almost surely lead to major European growth while being a very palatable and painless alternative to the present austerity programs.

The above measures are just a sampling of strategies the Europeans could adopt instead of austerity. There are many more.

SUMMARY AND CONCLUSIONS

How can we answer the question in the subtitle of this essay : Is Austerity a bold strategy or a huge blunder?

It will come as no surprise for those who have read this paper, that this author firmly believes it is a huge blunder because it fails on all three counts. It is blatantly unfair, it is not working and most of all, it is not needed.

All the suffering imposed upon the middle and lower classes is completely unnecessary if the basic premise which we have advanced in section 4 is valid, namely that we live in a world of plenty, not a world of penury. This proposition is fully developed in my forthcoming Book One of the Corfu Trilogy.

If we were indeed living under conditions of severe scarcity or 'economic famine' , then, austerity would make sense. But how can anyone claim that we live under conditions of scarcity with our \$75 trillion dollar gross world product produced by a fraction of the world labor force? The challenge is a better distribution of this plenty while maintaining incentives to stimulate growth and employ the unemployed and underemployed whenever possible.

Does that mean that austerity is always a bad policy? No, or of course not. Austerity is the right policy when the entire economy is overheating and both the private and public sectors are overconsuming. It is also the correct policy when the abuse of nonrenewable resources is involved and ecological imbalances are threatening. But, as was pointed out earlier in this essay, neither climate change nor the depletion of energy and material resources have been the reasons for the present ubiquity of austerity initiatives. These are based, instead, on a mistaken assumption of overall scarcity. We are attacking the obesity of the moneyed classes by starving the anaemic and vulnerable lower classes.

This is a recipe for disaster. If the austerity measures continue and are intensified, we will, alas, have to look forward to a repeat of the 1930s where, the wrong strategies prolonged and deepened the Great Depression and eventually led to the Second World War. These disasters may earn present policy makers a new chapter in an updated edition of Stephen Weir's masterful book, History's Worst Mistakes and the People Who Made them. (NY Fall River Press 2008) where he monitors the great and avoidable blunders of the past – and how we have learned nothing from them.

3 - Une Banque centrale européenne avec de nouveaux pouvoirs et responsabilités

La Banque centrale européenne a eu, jusqu'à maintenant, un mandat très limité défini par un traité: juste la maîtrise de l'inflation.

Une banque centrale normale, comme la Réserve fédérale aux États-Unis, la Banque d'Angleterre ou la Banque du Canada, a un mandat beaucoup plus large. Généralement l'énoncée de mission d'une telle banque inclut la promotion de la croissance, la création d'emplois, agir comme prêteur de dernier ressort, etc...

En raison des limites imposées par le traité qui la créent et des craintes exagérées de l'inflation par les Allemands qui ont le plus grand mot à dire dans ses politiques, la BCE ne peut pas faire beaucoup plus que ce qu'elle fait déjà.

Avec un mandat élargi elle pourrait, au contraire, aider à monétiser l'économie européenne, mettre le pouvoir d'achat dans les mains des consommateurs (au lieu de seulement des banques comme c'est le cas actuellement) et à assainir les finances publics en rachetant les dettes publiques toxiques.

Elle pourrait remplacer les obligations actuelles à intérêt élevé par des obligations à long terme à faible taux d'intérêt. La Grande-Bretagne, par exemple, en fait l'expérience avec une obligation de cent ans. À un moment donné, certains pays offraient des prêts hypothécaires sur cent ans avec seulement l'intérêt à payer annuellement. Les obligations à long terme à faible taux d'intérêt ont tendance à être absorbées par la croissance économique et se sont révélées une formule gagnante pour tous. Ce type de déclenchement monétaire pourrait presque certainement conduire à une croissance européenne importante tout en étant une alternative très agréable et indolore par rapport aux programmes d'austérité actuels.

Les mesures ci-dessus ne sont qu'un échantillon des stratégies que les Européens pourraient adopter à la place de l'austérité. Il y en a beaucoup plus.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS

Comment pouvons-nous répondre à la question du sous-titre de cet article: l'austérité est-elle une stratégie audacieuse ou une énorme gaffe?

Il est clair que nous croyons fermement qu'il s'agit d'une faute énorme, car elle échoue sur tous les trois chefs d'accusation. Elle est manifestement injuste, elle n'est pas performante et surtout, elle n'est pas nécessaire.

Toute la souffrance imposée aux classes moyennes et inférieures serait complètement inutile si les prémisses de base que nous avons avancées dans la section 4 sont valides, à savoir que nous vivons dans un monde d'abondance et non dans un monde de rareté. Cette proposition est pleinement développée dans mon livre à paraître dans le tome 1 de la «Trilogie de Corfou».

Si nous vivions en effet dans des conditions de grave pénurie ou «de famine économique» pour ainsi dire, alors, l'austérité aurait un sens. Mais comment peut-on prétendre que nous vivons dans des conditions de pénurie avec nos 75 mille milliards de dollars de produit mondial brut fabriqué par une fraction de la population active? Le vrai défi est une meilleure répartition de cette abondance, tout en maintenant

Like the sacrificed Mayan virgins at Chichen Itsa, the middle and lower classes are suffering for nothing. There was no rain at Chichen Itsa and there will be no recovery in the West if that policy continues. ■

KIMON VALASKAKIS PhD

- Former Canadian ambassador to the OECD and former chairman of the board of its Development Center.
- President of the New School of Athens Global Governance Group (NSoA), a global think tank studying solutions to present and emerging world problems on the model of Plato's Ancient Academy. See below
- Member of the G8 – G20 Research Group which acts as an unofficial secretariat of the G8 – G20. In operation for the last 15 years, the Research Group monitors the work of the G8 – G20, assesses members' compliance with promises made in previous summit meetings, and establishes a time line of progress or lack of progress
- Professor of Economics (EME) University of Montreal
- Strategic planning consultant and forecaster
- Author of 9 books and over 150 papers.

THE NEW SCHOOL OF ATHENS

The Original School of Athens

In 1510-1511, the famous Italian Renaissance artist Raphael was commissioned to decorate with frescoes the rooms now known as the Stanze di Raffaello, in the Apostolic Palace in the Vatican. The Stanza Della Signature was the first of the rooms to be decorated, and The Scuola di Atena (School of Athens) the second painting to be finished there.

Raphael's painting depicts a mythical meeting of nearly all the ancient Greek philosophers, who lived over many centuries. At the center are Plato and Aristotle. Plato is depicted as pointing towards the sky, reflecting his idealism. Aristotle points to the ground reflecting, in turn, his pragmatism, more evident in the Lyceum than the Academy.

The New School of Athens

With the above as background, The New School of Athens (NSoA) is an international initiative taking the Raphael painting as a metaphor for the revival of the Platonic Academy in twenty-first century form. Platonic Idealism and Aristotelian pragmatism are combined, in modern form in an international think-tank focusing on rigorous analysis and a do-tank in action-oriented solutions-seeking mode, inspired by Aristotle. The NSoA focuses on the solutions to global problems and moves from Plato's politics – the organization of the city state - to cosmopolitics – the organization of Planet Earth itself. Its mission statement is: exploring better ways of managing our world.

dans la mesure du possible des incitations pour stimuler la croissance et l'emploi des chômeurs et des sous-employés.

Est-ce que cela signifie que l'austérité est toujours une mauvaise politique? Bien sûr que non. L'austérité est la bonne politique quand l'économie tout entière est en surchauffe et qu'à la fois les secteurs public et privé sont en surconsommation. C'est également la politique la plus souhaitable lorsque l'abus des ressources non renouvelables est impliqué et que les déséquilibres écologiques nous mettent en danger. Mais, comme il a été souligné dans cet article, ni le changement climatique, ni l'épuisement de l'énergie et des ressources matérielles n'ont été les raisons de la mode actuelle de mesures d'austérité. Elles sont basées, au contraire, sur une hypothèse erronée de rareté générale. Nous nous ne pouvons pas traiter l'obésité en affamant les classes inférieures anémiques et vulnérables.

Il s'agit d'une recette vouée au désastre. Si les mesures d'austérité continuent et sont intensifiées, nous allons, hélas, devoir nous attendre à une répétition des années 1930, où, les mauvaises stratégies ont prolongé et aggravé la Grande Dépression et ont finalement conduit à la Seconde Guerre mondiale. Une telle catastrophe pourrait valoir aux décideurs d'aujourd'hui un nouveau chapitre dans une mise à jour du livre magistral de Stephen Weir, History Worst Mistakes and the People who made them (NY Fall River Press 2008), où il décrit les grandes bêtises du passé et comment nous n'avons rien appris d'elles.

Comme les vierges mayas sacrifiées de Chichen Itsa, les classes moyennes et inférieures souffrent pour rien. Il n'y avait pas eu de pluie à Chichen Itsa et il n'y aura pas de reprise en Occident si cette politique continue. ■

Dr KIMON VALASKAKIS

- Ancien ambassadeur du Canada auprès de l'OCDE et ancien président du conseil d'administration de son centre de développement.
- Président de la Nouvelle École d'Athènes (New School of Athens Global Group governance (NSoA), un groupe de réflexion mondial qui étudie des solutions aux les nouveaux problèmes mondiaux actuels et émergents sur le modèle de l'Académie antique de Platon. Voir ci-dessous
- Membre du Groupe de recherche du G8-G20 qui agit comme un non-officiel du secrétariat du G8 - G20. En opération depuis les 15 dernières années, le Groupe de recherche surveille les travaux du G8 - G20, évalue la conformité des membres avec les promesses faites lors des réunions des précédents sommets, et établit une ligne de temps des progrès ou l'absence de progrès
- Professeur d'économie (EME) de l'Université de Montréal
- Consultant en planification stratégique et prévisionniste
- Auteur de 9 livres et plus de 150 articles.

La Nouvelle École d'Athènes

L'École d'Athènes originale

En 1510-1511, le célèbre artiste Italien de la Renaissance Raphaël, fut désigné pour décorer des fresques les pièces maintenant appelées « Stanze di Raffaello », les chambres de Raphaël, au palais apostolique du Vatican. La Stanza Della Signature, la Chambre de la Signature, fut la première chambre à être décorée, et la Scuola di Atena, l'École d'Athènes, la deuxième fresque à y être réalisée. Cette peinture de Raphaël représente une assemblée mythique de presque tous les anciens philosophes grecs, tous siècles confondus. Au milieu du tableau se trouvent Platon et Aristote. Platon, le doigt pointé vers le ciel, est une représentation de son idéalisme. Aristote, lui, le doigt vers le sol, est une représentation de son pragmatisme, plus évident au Lycée (appelé « Lyceum »), qu'à l'Académie de Platon.

La Nouvelle École d'Athènes

Avec ce qui précède comme toile de fond, The New School of Athens (NSoA) est une initiative internationale qui prend le tableau de Raphaël comme une métaphore de la renaissance de l'Académie platonicienne version XXI^e siècle. L'idéalisme platonicien et le pragmatisme d'Aristote sont combinés, sous une forme moderne dans un groupe de réflexion « think-tank » international mettant l'accent sur une analyse rigoureuse et un « do-tank » en action à la recherche de solutions, le tout inspiré par Aristote. Le NSoA se concentre sur les solutions aux problèmes mondiaux et élève la politique de Platon - l'organisation de la cité - à la cosmopolitique - l'organisation de la planète Terre elle-même. Son énoncé de mission est le suivant: explorer les meilleures façons de gérer notre monde.

More informations :
www.newschooolofathens.org